



Assemblée générale

Cinquante et unième session

Première Commission

23^e séance

Jeudi 14 novembre 1996, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Sychou (Biélorus)

La séance est ouverte à 15 h 10.

Points 60, 61 et 63 à 81 de l'ordre du jour (suite)

Décision sur les projets de résolution présentés sur tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va se prononcer sur les projets de résolution figurant dans les groupes 6, 7 et 8.

La Commission va d'abord prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/51/L.43, du groupe 6, sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Je donne maintenant la parole au représentant des États-Unis, qui souhaite expliquer le vote de sa délégation avant le vote.

M. King (États-Unis) (*interprétation de l'anglais*) : Les États-Unis s'abstiendront lors du vote sur le projet de résolution A/C.1/51/L.43, intitulé «Prévention d'une course aux armements dans l'espace», pour plusieurs raisons, la plus importante étant que le libellé du paragraphe 6 du dispositif demande à la Conférence du désarmement de reconstituer un comité spécial doté d'un mandat de négociation en vue de la conclusion d'un ou plusieurs accords visant à prévenir une course aux armements dans l'espace.

Une fois encore, ce projet de résolution souffre d'une faiblesse conceptuelle fondamentale. Il néglige le simple fait qu'il n'existe pas de course aux armements dans l'espace. Ce succès peut être directement attribué aux accords juridiques existants. Ces mêmes accords ont également pour effet de prévenir une future course aux armements. Par conséquent, la négociation d'accords supplémentaires n'est tout simplement pas nécessaire.

De ce fait, nous n'approuvons ni les treizième et dix-septième alinéas du préambule, ni le paragraphe 6 du dispositif relatifs à la nécessité de mener des négociations sur la prévention d'une hypothétique course aux armements dans l'espace. En conséquence, nous demanderons des votes séparés sur ces dispositions et nous voterons contre le dix-septième alinéa du préambule et le paragraphe 6 du dispositif, ces deux dispositions demandant de telles négociations.

De plus, nous ne pouvons «regretter» que la Conférence du désarmement n'ait pu reconstituer le Comité spécial sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace en 1996, comme il est mentionné au onzième alinéa du préambule. Au contraire, nous estimons que la Conférence du désarmement a manifesté un excellent jugement en agissant ainsi.

Qu'il me soit permis de me réjouir du remaniement du libellé du paragraphe 8. Si de telles négociations s'avèrent nécessaires, les États-Unis seront certainement désireux d'en tenir la Conférence du désarmement informée, le cas échéant.

nt. D'autre part, la révision récente du treizième alinéa du préambule, qui s'inquiète de la course aux armements dans l'espace, n'a simplement aucun fondement dans la réalité.

Un astronaute américain a récemment établi un record de séjour dans l'espace, et ceci dans un vaisseau spatial russe. Loin de nous trouver au début d'une course aux armements dans l'espace, nous sommes dans une ère de coopération sans précédent dans l'espace. Ainsi, le projet de résolution A/C.1/51/L.43 demeure enlisé dans le passé de la guerre froide. Attachons-nous aux questions réelles. Aucun avantage ne peut être tiré de la négociation de traités hypothétiques visant à répondre à une menace qui n'existe pas.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/51/L.43. Un vote enregistré a été demandé. Des votes séparés ont été demandés sur le dix-septième alinéa du préambule et sur le paragraphe 6 du dispositif.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission, qui va conduire le vote.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.43, intitulé «Prévention d'une course aux armements dans l'espace» a été présenté par le représentant de l'Égypte à la 16e séance de la Commission, le 6 novembre 1996. Outre les auteurs énumérés dans le projet de résolution et ceux qui apparaissent dans le document A/C.1/51/INF/3, l'Inde et le Chili se sont également portés auteurs du projet.

Je souhaite appeler l'attention des membres de la Commission sur le treizième alinéa du préambule. Le membre de phrase suivant doit être ajouté à la fin de cet alinéa : «y compris la militarisation de l'espace».

Nous allons maintenant nous prononcer sur le dix-septième alinéa du préambule. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Géorgie, Ghana, Guate-

mala, Guyana, Haïti, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Malaisie, Maldives, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Namibie, Népal, Niger, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

Votent contre :

États-Unis d'Amérique.

S'abstiennent :

Allemagne, Andorre, Argentine, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

Par 85 voix contre une, avec 39 abstentions, le dix-septième alinéa du préambule est maintenu.

[Les délégations de la République populaire démocratique de Corée, de la République islamique d'Iran, du Nigéria, du Myanmar et des Émirats arabes unis ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour.]

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au Secrétaire de la Première Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : La Première Commission va maintenant se prononcer sur le paragraphe 6 du projet de résolution A/C.1/51/L.43. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Azer-

baïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Équateur, Érythrée, Fédération de Russie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guyana, Haïti, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Malaisie, Maldives, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :
États-Unis d'Amérique.

S'abstiennent :
Allemagne, Andorre, Argentine, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

Par 87 voix contre une, avec 39 abstentions, le paragraphe 6 est maintenu.

[Les délégations de la République populaire démocratique de Corée, de la République islamique d'Iran, du Myanmar, du Nigéria et des Émirats arabes unis ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour.]

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au Secrétaire de la Première Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : La Première Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :
Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Malaisie, Maldives, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :
Néant.

S'abstiennent :
Allemagne, Andorre, Argentine, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

Par 98 voix contre zéro, avec 40 abstentions, le projet de résolution A/C.1/51/L.43 dans son ensemble est adopté.

[Les délégations de la République populaire démocratique de Corée et du Nigéria ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour.]

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Première Commission va maintenant se prononcer sur les projets de résolution du groupe 7, «Mécanisme de désarmement», à savoir les projets de résolution

A/C.1/51/L.1/Rev.1, A/C.1/L.5/Rev.1, A/C.1/51/L.8, A/C.1/51/L.10, A/C.1/51/L.25, A/C.1/51/L.26/Rev.1 et A/C.1/41/L.32. À cet égard, j'informe les membres de la Première Commission qu'à la demande des coauteurs, la décision sur le projet de résolution A/C.1/51/L.11/Rev.1 est remise à plus tard.

Je donne la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration générale sur les projets de résolution du groupe 7.

M. Purbo (Indonésie) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais dire quelques mots à propos du projet de résolution A/C.1/51/L.10. On ne saurait trop insister sur l'importance des conférences, séminaires et ateliers régionaux sur le désarmement et la sécurité, auxquels participent responsables, experts, scientifiques, journalistes et instituts de recherche. Les Nations Unies qui, depuis plus d'un demi-siècle, sont le dépositaire de l'expérience et des connaissances spécialisées sur cette question, peuvent, à la demande des pays intéressés, aider les initiatives régionales. De l'avis de ma délégation, l'approche régionale s'est révélée efficace. Nous espérons que grâce à une telle approche les négociations pourront être axées sur d'importantes priorités concernant le renforcement de la sécurité des pays en cause et la réduction des armements. À cet égard, il est évident qu'il importe que le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique poursuive ses activités et continue à fonctionner à Katmandou. Le Centre a donné son expression pratique au concept d'approche régionale du désarmement nucléaire et conventionnel. Pour l'essentiel, la tâche primordiale du Centre, qui est d'aider les États intéressés à faire face aux problèmes de sécurité qui se posent à eux, à encourager les nouvelles initiatives et à explorer des approches novatrices de désarmement, reste à accomplir. C'est pourquoi ma délégation demande la poursuite des activités du Centre.

M. Hussin (Malaisie) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation voudrait saisir cette occasion pour exprimer sa reconnaissance à la délégation de la Mongolie et aux autres coauteurs du projet de résolution A/C.1/51/L.10, «Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique». Ma délégation est heureuse de se porter coauteur du projet de résolution et espère que la Commission l'adoptera par consensus, comme cela a été le cas l'an dernier pour un texte similaire.

L'existence du Centre régional pour la paix et le désarmement a beaucoup contribué à la promotion d'un climat de coopération et de désarmement qui renforcera le processus d'instauration de la confiance dans notre région.

À la suite des transformations qui se sont produites pendant la période de l'après-guerre froide sur la scène internationale, l'existence du Centre est plus justifiée et plus utile que jamais.

La Malaisie s'honore d'avoir été invitée au dialogue régional appelé Processus de Katmandou, lancé par le Centre régional. Nous espérons que notre participation active à ce processus a contribué à la réalisation des buts et objectifs du Centre régional, tout comme nous formulons l'espoir de voir le Centre continuer ses activités avec le soutien adéquat des Nations Unies et des pays d'Asie et de la région du Pacifique.

En vue de promouvoir les activités élargies du Centre régional en Asie et dans le Pacifique, la Malaisie continuera d'appuyer l'action du Centre, y compris en envisageant d'accueillir très prochainement l'une des activités du Centre. Nous voulons ainsi continuer d'apporter notre modeste contribution au processus de désarmement et d'instauration de la confiance dans notre région.

M. Guillén (Pérou) (*interprétation de l'espagnol*) : La Commission va se prononcer sur les projets de résolution du groupe 7, qui en contient plusieurs, dont deux sur les Centres régionaux pour la paix et le désarmement, en Asie et dans le Pacifique et en Afrique. Ma délégation se félicite de ces projets de résolution, auxquels nous nous associons tout particulièrement.

Toutefois, j'aimerais faire savoir aux membres de la Commission que le Pérou, cette année, ne présente pas de projet de résolution sur le Centre régional pour la paix et le désarmement de Lima, dont le ressort est toute la région d'Amérique latine. En effet, ses activités futures, actuellement suspendues, devront se poursuivre grâce à des contributions volontaires. Néanmoins, j'aimerais dire très clairement qu'un centre régional ayant la même importance que ceux mentionnés dans les projets de résolution présentés par mes collègues, le Centre de Lima, a été réduit à un grave état d'asphyxie budgétaire. Pour sa part, le Pérou fera tout son possible pour faciliter la poursuite de ces activités.

Je voudrais dire en outre que le paragraphe 4 de la résolution 50/71 C de l'Assemblée générale, adoptée par consensus l'année dernière, demande l'ouverture des consultations entre le Secrétaire général et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) au sujet du Centre de désarmement de Lima. Ma délégation a demandé des informations au Secrétariat sur les mesures prises, mais nous n'avons reçu aucune réponse. Nous pensons que seule

sa charge de travail a empêché le Secrétariat de fournir cette réponse, mais nous souhaitons renouveler notre requête.

Nous ne pensons pas que les activités de désarmement au plan régional puissent être menées à bien de New York. Il n'est sans doute pas inexact de dire que ces activités régionales n'intéressent pas New York, mais ce sont des activités qui importent beaucoup pour mon pays, qui souhaite recevoir des informations précises. L'une des équipes du Centre régional dans mon pays a été appuyée grâce à des contributions volontaires de certains pays membres de cette commission, notamment le Mexique, l'Espagne, la Suède et d'autres, et je pense que ces équipes ne doivent pas être transférées à un autre organisme dans mon pays sans l'accord des pays donateurs et, naturellement, de mon gouvernement. Le Gouvernement péruvien continuera de faire tout son possible pour que le Centre de Lima reste opérationnel et continue de réaliser ses tâches de façon régulière.

M. Ledogar (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons demandé un délai supplémentaire au Secrétariat au sujet du projet de résolution A/C.1/51/L.1/Rev.1, «Augmentation du nombre de membres de la Conférence du désarmement». Je viens d'apprendre que nous devons exprimer notre demande ici, et je le fais donc en conséquence.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que la Commission accepte de reporter sa décision sur le projet de résolution A/C.1/51/L.1/Rev.1, comme l'a demandé le représentant des États-Unis?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/51/L.5/Rev.1, «Rapport de la Commission du désarmement». Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.5/Rev.1, intitulé «Rapport de la Commission du désarmement» a été présenté par le représentant de l'Allemagne à la 16e séance de la Première Commission, le 6 novembre 1996. Les auteurs du projet de résolution sont énumérés dans le projet de résolution.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait que le projet

de résolution soit adopté par la Première Commission sans vote.

Je donne la parole au représentant du Mexique pour une motion d'ordre.

M. De Icaza (Mexique) (*interprétation de l'espagnol*) : Je relève que l'alinéa c) du paragraphe 9 du document A/C.1/51/L.5/Rev.1 indique «à déterminer». Franchement, ma délégation n'est pas en mesure de prendre une décision quand elle ignore ce à quoi cette décision fait allusion.

Je suggère que l'adoption d'une décision soit remise jusqu'à ce que nous sachions de quoi il s'agit.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais expliquer aux membres de la Commission que nous avons adopté l'an dernier un projet de résolution identique, contenant un paragraphe similaire. Selon la pratique antérieure, ce texte doit être ajouté après la session d'organisation de la Commission du désarmement.

Je donne la parole au représentant du Chili pour une motion d'ordre.

M. Berguño (Chili) (*interprétation de l'espagnol*) : Je voudrais suggérer une autre possibilité, au cas où elle pourrait être utile. Au lieu de dire «à déterminer» à l'alinéa c), nous pourrions insérer le texte de la note 5 dans le corps du projet de résolution, à savoir que la Commission du désarmement adoptera une décision quant à la teneur du troisième point.

En tout état de cause, comme l'a indiqué le Président, telle a été notre pratique antérieure. Ma suggestion ne concerne que la forme. Ma délégation n'insistera pas si elle ne recueille pas l'approbation de la Commission.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Ce texte a été approuvé au cours de consultations et je prie instamment les membres de ne pas insister pour qu'il soit révisé.

Nous allons maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/51/L.5/Rev.1. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite adopter le projet de résolution sans vote.

Le projet de résolution A/C.1/51/L.5/Rev.1 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position.

M. Ledogar (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Comme vous le savez, Monsieur le Président, notre collègue du Mexique a soulevé une question très judicieuse. Je regrette encore que nous ne l'ayons pas poursuivie plus loin. Ma délégation a décidé de résister à la tentation de demander un vote enregistré pour permettre au consensus de s'exprimer, en raison de circonstances particulières; mais nous voudrions mentionner que les États-Unis sont préoccupés par le paragraphe 9, sur lequel l'Ambassadeur De Icaza a attiré notre attention.

En effet, sous le couvert d'une résolution de l'Assemblée générale, ce paragraphe suggère que certaines décisions ont déjà été prises par la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies relatives à son ordre du jour. On finit par perdre de vue le fait qu'il s'agit là d'une recommandation de l'Assemblée générale.

Comme l'a fait remarquer le représentant du Mexique, il est magnifique que l'Assemblée générale recommande a), b) et «à ajouter». Les États-Unis sont convaincus depuis longtemps que seule la Commission du désarmement elle-même, et non pas la Première Commission ou l'Assemblée générale, peut décider du programme de travail, de l'ordre du jour, du nombre de points de l'ordre du jour, de la programmation ou de toute autre chose concernant la Commission du désarmement.

Les États-Unis auraient donc préféré un projet de résolution laissant à la traditionnelle session d'organisation de la Commission du désarmement le soin de trancher la question de l'ordre du jour futur. En d'autres termes, comme le Mexique, nous sommes plutôt d'avis que le paragraphe 9 est superflu. Néanmoins, les États-Unis auraient accepté ce projet de résolution en raison des circonstances inhabituelles qui ont marqué les activités de la Commission du désarmement pendant cette session de la Première Commission. Nous tenons à souligner le caractère particulier de ce projet de résolution et de son paragraphe 9 et à dire clairement que, selon nous, ce paragraphe et ce projet de résolution dans son ensemble ne constituent pas un précédent pour l'avenir.

Je tiens à bien préciser que les États-Unis prennent très au sérieux l'engagement pris par le Président et le Bureau de la Commission du désarmement quant au fait — comme la note de bas de page l'indique — que le troisième point de l'ordre du jour pour la session de 1997 de la Commis-

sion du désarmement concernera les armes conventionnelles et que son inscription sera décidée à une date ultérieure. Nous considérons que cette question fait partie d'un ensemble de questions et qu'un accord sur ces dernières déterminera l'accord sur l'ensemble. Dès lors, si à la session d'organisation de la Commission du désarmement on devait revenir sur la décision de principe, contenue dans le projet de résolution, selon laquelle ce troisième point doit avoir trait aux armes conventionnelles, toute la question de l'ordre du jour serait pour nous ouverte.

M. Rivasseau (France) : La France souhaite simplement s'associer à ce que viennent d'indiquer les États-Unis.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Hoffmann (Président de la Commission du désarmement) (*interprétation de l'anglais*) : Bien sûr, je suis relativement novice en ce qui concerne ces questions de désarmement et ne peux donc égaler l'Ambassadeur Ledogar et son expérience. Néanmoins, depuis que je suis ici, nous avons toujours procédé comme la Commission du désarmement l'a fait cette année. C'est à la session d'organisation de la Commission du désarmement, prévue en décembre de cette année, que la question du nouveau point de l'ordre du jour sera tranchée.

Lors des consultations que j'ai eues en présence des représentants de la France et des États-Unis, il a été généralement admis que le troisième point concernerait les armes conventionnelles. Toutefois, nous n'avons tout bonnement pas été en mesure de nous mettre d'accord sur un point particulier ce matin-là lorsque nous nous sommes réunis en consultations officieuses. Ces consultations vont se poursuivre avec l'aide de l'Indonésie, et je suis persuadé qu'une décision positive pourra, comme prévu, être prise en décembre à la session d'organisation.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Première Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/51/L.8.

Je donne la parole au Secrétaire de la Première Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.8, intitulé «Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement», a été présenté par le représentant du Mexique à la 14e séance de la Première

Commission, le 4 novembre 1996. La liste des coauteurs figure dans le projet de résolution.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les coauteurs ont manifesté le désir de voir la Première Commission adopter sans vote le projet de résolution A/C.1/51/L.8. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que c'est ce que décide de faire la Commission.

Le projet de résolution A/C.1/51/L.8 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/51/L.10.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.10, intitulé «Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique», a été présenté par le représentant de la Mongolie à la 15e séance de la Commission, le 6 novembre 1996. Outre les coauteurs énumérés dans le projet de résolution, l'Australie s'est également portée coauteur de ce projet de résolution.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les coauteurs du projet de résolution A/C.1/51/L.10 ont émis le souhait de voir le projet de résolution adopté par la Commission sans vote. Si je n'entends pas d'objections, je considérerai que la Commission souhaite agir en conséquence.

Le projet de résolution A/C.1/51/L.10 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons passer à présent au projet de résolution A/C.1/51/L.25, «Rapport de la Conférence du désarmement». Je donne la parole à la représentante de l'Inde.

Mme Ghose (Inde) (*interprétation de l'anglais*) : Je regrette de devoir demander à intervenir sur le point que je vais exposer. J'aurais cru que cela relevait du Secrétariat.

Le projet de résolution A/C.1/51/L.25 n'a pas été publié sous sa forme révisée pour des raisons qui semblent être d'ordre financier, même si je constate que divers projets de résolution révisés ont été diffusés durant cette session. Une très importante correction a été apportée au projet de résolution A/C.1/51/L.25, et notre décision dépend de ce changement, dont il devra être donné lecture lors de

l'adoption. Ce changement apparaît dans le document A/C.1/51/INF/2, que le Secrétariat a distribué au lieu d'une version révisée. Je pense que le Secrétariat devrait veiller à faciliter le travail des délégations plutôt qu'à le rendre plus difficile.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je crois comprendre que le Secrétaire va donner lecture de la révision à laquelle la représentante de l'Inde vient de faire allusion. La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/51/L.25. Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.25, intitulé «Rapport de la Conférence du désarmement», a été présenté par le représentant de la Pologne à la 14e séance de la Commission, le 4 novembre 1996.

Comme indiqué dans le document A/C.1/51/INF/2, le quatrième alinéa du préambule du projet de résolution doit être supprimé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les coauteurs du projet de résolution A/C.1/51/L.25 ont émis le souhait de voir le projet de résolution adopté par la Commission sans être mis aux voix. Si je n'entends pas d'objections, je considérerai que la Commission souhaite agir en conséquence.

Le projet de résolution A/C.1/51/L.25 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/51/L.26/Rev.1. Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.26/Rev.1, intitulé «Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique», a été présenté par le représentant du Togo, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies membres du Groupe des États d'Afrique, à la 17e séance de la Commission, le 7 novembre 1996.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les coauteurs du projet de résolution A/C.1/51/L.26/Rev.1 ont émis le souhait de voir le projet de résolution adopté par la Commission sans être mis aux voix. Si je n'entends pas

d'objections, je considérerai que la Commission souhaite agir en conséquence.

Le projet de résolution A/C.1/51/L.26/Rev.1 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/51/L.32. Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.32, intitulé «Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement», a été présenté par le représentant du Nigéria, à la 17e séance de la Commission, le 7 novembre 1996. Outre les coauteurs énumérés dans le projet de résolution et le document A/C.1/51/INF/3, l'Australie s'est également portée coauteur de ce projet de résolution.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les auteurs de ce projet de résolution ont exprimé le souhait qu'il soit adopté par la Commission sans vote. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/51/L.32 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur les projets du groupe 8 «Autres mesures de désarmement», à savoir le projet de décision A/C.1/51/L.7 et les projets de résolution A/C.1/51/L.12, L.13, L.14, L.20/Rev.1 et L.34.

J'ai été informé que les États-Unis ont demandé que la prise de décisions sur le projet de décision A/C.1/51/L.7 soit reporté à plus tard. Puis-je considérer que la Commission accède à cette demande?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui souhaitent faire des déclarations d'ordre général sur les projets de résolution du groupe 8.

M. Ledogar (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais dire à l'avance que lorsque viendra à être examiné le projet de résolution A/C.1/51/L.12, relatif à la relation entre le désarmement et le développement, les États-Unis ne participeront pas au vote. Nous expliquerons notre problème après le vote.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/51/L.12.

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.12, intitulé «Relation entre le désarmement et le développement», a été présenté par le représentant de la Colombie au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés à la 14e séance de la Commission, le 4 novembre 1996.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les auteurs de ce projet de résolution ont exprimé le souhait que ce projet soit adopté sans vote par la Commission. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Commission entend agir ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/51/L.12 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je vais donner la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position sur le projet de résolution A/C.1/51/L.12.

M. Ledogar (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Je demande que soit indiqué au procès-verbal des délibérations d'aujourd'hui que les États-Unis n'ont pas participé au consensus sur le projet de résolution A/C.1/51/L.12. Ce projet de résolution affirme l'existence d'une relation entre le désarmement et le développement. Les États-Unis estiment que le désarmement et le développement sont deux questions distinctes qui ne se prêtent tout simplement pas à une association, et c'est la raison pour laquelle les États-Unis n'ont pas participé à la Conférence de 1987 à laquelle il est fait référence dans ce projet de résolution.

Nous voudrions profiter de cette occasion pour déclarer que les États-Unis ne se considèrent pas et ne se considéreront pas comme liés par les déclarations figurant dans le Document final de cette conférence.

M. O'Rourke (Irlande) (*interprétation de l'anglais*) : Les États membres de l'Union européenne se sont associés au consensus sur le projet de résolution figurant dans le document A/C.1/51/L.12, intitulé «Relation entre le désarmement et le développement» et souhaitent préciser comment ils l'interprètent. Tout en reconnaissant les avantages considérables qui peuvent découler du désarmement, il

n'existe pas de corrélation simple et automatique entre, d'une part, les engagements de l'Union européenne en faveur du développement économique et social et de la coopération en matière de développement, et, d'autre part, les économies réalisées dans certains domaines, notamment le désarmement.

Parallèlement, nous voudrions souligner l'engagement de l'Union européenne en faveur de la coopération en matière de développement et noter que l'assistance fournie aux pays en développement par l'Union européenne et ses États membres représente presque 40 % du chiffre mondial.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/51/L.13.

Un vote enregistré a été demandé. Je donne la parole au Secrétaire de la Commission, qui va conduire le scrutin.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.13, intitulé «Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix», a été présenté par le représentant de Sri Lanka, au nom des États Membres des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des pays non alignés, à la 15e séance de la Première Commission, le 6 novembre 1996.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique

que populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

Votent contre :

France, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

S'abstiennent :

Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie

Par 106 voix contre 3, avec 35 abstentions, le projet de résolution A/C.1/51/L.13 est adopté.

[La délégation de la Zambie a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter pour et la délégation de l'Andorre qu'elle entendait s'abstenir.]

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote après le vote.

M. Ledogar (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Comme c'est le cas depuis plusieurs années pour des textes analogues, les États-Unis ont été contraints, cette année encore, de voter contre le projet de résolution sur l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix. À l'instar de ceux qui l'ont précédé, le projet de résolution ne réunit pas les conditions minimum nécessaires pour remporter notre adhésion. Une fois encore il ne reconnaît pas les droits et la liberté de la navigation garantis par le droit international coutumier de la mer, tel que reflété dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Outre la liberté de navigation en haute mer, la liberté de survol et les droits de passage inoffensif par les eaux territoriales et de passage en transit par les détroits et les voies de circulation archipélagiques doivent être explicitement reconnus. Si tous ces droits ne sont pas reconnus, les États-Unis ne peuvent ni ne veulent apporter leur soutien à un projet de résolution de cet ordre.

Qui plus est, nous restons profondément préoccupés par le fait que le Comité spécial de l'océan Indien continue,

par son existence, d'être une charge financière pour les Nations Unies. Dans un environnement budgétaire caractérisé par des réductions générales des dépenses, il n'y a pas de raison que les Nations Unies continuent d'investir leurs maigres ressources dans un comité dont le travail pourrait être mieux fait ailleurs. Les Nations Unies ne peuvent pas se permettre de maintenir des organes qui n'ont plus la moindre utilité. Pour dire les choses franchement, c'est gaspiller de l'argent que de maintenir le Comité spécial, de l'argent dont il pourrait être fait un meilleur usage.

Personne ne nie que les problèmes de sécurité et de règlement pacifique des différends dans la région de l'océan Indien soient importants. La question est de savoir comment s'y attaquer avec efficacité et d'une manière qui soit financièrement responsable. Les travaux du Comité spécial prouvent à l'évidence que le système actuel est dépassé. Il est grand temps que les États de la région reconnaissent que se montrer responsable sur le plan financier exige que l'on examine les questions de sécurité dans une instance régionale appropriée, et non dans un Comité spécial obsolète et coûteux.

Comme les États-Unis l'ont dit l'année dernière, le Comité spécial de l'océan Indien est le seul groupe de ce genre à se réunir sous les auspices de l'ONU et à être couvert par son budget. Il faut que cela cesse. Les parties régionales doivent s'efforcer de trouver une tribune régionale appropriée pour leurs discussions de fond. Nous espérons que l'an prochain le projet de résolution sera plus efficace que cette année pour ce qui est d'accomplir cette importante tâche.

Mme Hand (Australie) (*interprétation de l'anglais*) : L'Australie, État du littoral de l'océan Indien, a voté pour le projet de résolution A/C.1/51/L.13 sur l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix. Toutefois, nous sommes préoccupés de voir qu'en dépit de ce qui lui avait été recommandé de faire à ses sessions de 1993 et de 1995, le Comité spécial n'a pas été en mesure de progresser et de se mettre d'accord sur une nouvelle manière d'envisager la notion de zone de paix. Nous appelons donc le Comité à mettre à profit sa session de 1997 pour recommander à l'Assemblée générale une manière novatrice d'élaborer les mécanismes conçus pour renforcer la sécurité régionale de l'océan Indien.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le Comité va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/51/L.14. Un vote enregistré a été demandé.

Je donne la parole au représentant de la Colombie pour une motion d'ordre.

M. García (Colombie) (*interprétation de l'espagnol*) : J'avais cru comprendre qu'il n'avait pas été demandé de vote enregistré. Aussi, pour notre information, nous aimerions savoir quelle délégation a demandé un vote enregistré.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le Secrétariat m'a informé que la délégation des États-Unis d'Amérique avait demandé un vote enregistré sur ce projet de résolution.

Je donne la parole au représentant des États-Unis.

M. Ledogar (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Est-ce là la nouvelle procédure suivie par la Première Commission, à savoir que lorsqu'un vote enregistré est demandé le Président indique qui l'a requis? Je n'y vois pas d'inconvénient, mais je recourrai moi-même à cette procédure à l'avenir. Est-ce désormais la règle admise que lorsqu'un vote enregistré a été requis on peut demander quelle délégation en a fait la demande?

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Telle est bien la procédure. Si les auteurs d'un projet de résolution en font la demande, nous devons donner cette information.

Je donne la parole au Secrétaire de la Première Commission, qui va conduire le vote.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.14, intitulé «Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements», a été présenté par le représentant de la Colombie au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies membres du Mouvement des pays non alignés à la 15e séance de la Commission, le 6 novembre 1996.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur,

Érythrée, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Gabon, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

États-Unis d'Amérique, France, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent :

Albanie, Allemagne, Andorre, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Japon, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Turquie.

Par 116 voix contre 4, avec 26 abstentions, le projet de résolution A/C.1/51/L.14 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne à présent la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote après le vote.

M. Ledogar (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Je laisserai aux 29 autres membres qui, apparemment, voulaient un vote enregistré le soin de s'exprimer eux-mêmes. Au nom des États-Unis, je dirai que même si ce projet de résolution a été de nouveau présenté, nous ne saisissons pas son sens ni ce que ses auteurs entendent réaliser par son adoption. Une chose demeure claire : ce projet de résolution risque de détourner notre attention du travail productif que les gouvernements mènent d'ores et déjà dans le contexte des accords de maîtrise des armements et de désarmement au niveau régional pour l'orienter plutôt vers l'élaboration de vagues normes écologiques. Ainsi, le projet de résolution demande aux États parties à la Conven-

tion sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction de tenir compte de

«la nécessité d'assurer la sauvegarde de l'environnement». (A/C.1/51/L.14, onzième alinéa du préambule)

Tout effort visant à introduire une nouvelle dimension dans les négociations actuelles sur la Convention à cette heure tardive serait improductif et indésirable.

Il va sans dire que personne n'est opposé à l'idée de la préservation de l'environnement. Il est clair que ces préoccupations, lorsqu'elles sont pertinentes, seraient dûment prises en considération dans l'application des accords de maîtrise des armements. Pour leur part, les États-Unis ont des lois strictes sur la préservation de l'environnement qui exigent l'élaboration d'études d'impact sur l'environnement dans des situations très diverses, comme pour le retrait de missiles de leurs silos ou la destruction des armes chimiques.

Lors de notre explication de vote sur le projet de résolution traitant de la même question, l'année dernière, nous avons noté que ce texte mentionnait isolément et de façon sélective certains accords de maîtrise des armements et de désarmement, achevés ou en cours de négociation, les extrayant ainsi de leur contexte. Malheureusement, la liste des traités qui figure dans ce projet de résolution est encore plus longue que l'année dernière et suscite encore plus d'objections.

En outre, le projet de résolution a manifestement pour objectif de servir en quelque sorte de livre de cuisine puisque le document A/C.1/51/L.14 contient maintenant des recettes pour le transfert et l'application des technologies, le développement durable et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Cette confusion sur les intentions caractérise tout le texte; ainsi le projet de résolution A/C.1/51/L.14 indique également au paragraphe 1 du dispositif que dans le cadre de la négociation des accords relatifs à la maîtrise des armements, il faut tenir compte de la nécessité de respecter scrupuleusement les normes environnementales pertinentes. Ma délégation pensait que l'objectif de nos travaux ici était de parvenir à des accords sur la maîtrise, la réduction et/ou l'élimination des armements et non de veiller au respect des normes en matière d'environnement. En bref, nous sommes très favorables aux efforts destinés à préserver l'environnement mais nous mettons en doute l'intention et l'utilité de ce projet de résolution.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/51/L.20/Rev.1. Un vote enregistré a été demandé. Je demande au Secrétaire de la Première Commission de bien vouloir mener le vote.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.20/Rev.1, intitulé «Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement», a été présenté par le représentant de l'Inde à la 50e séance de la Commission, le 6 novembre 1996. Outre les coauteurs énumérés dans le projet de résolution et ceux figurant dans le document A/C.1/51/INF/3, le Pakistan s'en est également porté coauteur.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Burundi, Cambodge, Cameroun, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guyana, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Malaisie, Maldives, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Turquie.

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chili, Fédération de Russie, Géorgie, Îles Marshall, Îles Salomon, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, Samoa, Ukraine, Uruguay.

Par 81 voix contre 39, avec 22 abstentions, le projet de résolution A/C.1/51/L.20/Rev.1 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne à présent la parole au représentant de la Chine, qui souhaite expliquer le vote de sa délégation après le vote.

M. Sha Zukang (Chine) (*interprétation du chinois*) : La délégation chinoise a voté en faveur du projet de résolution A/C.1/51/L.20/Rev.1, relatif au rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement. La délégation chinoise a toujours appuyé ces projets de résolution, pour les raisons suivantes : premièrement, nous soutenons la promotion de la coopération internationale pour l'emploi à des fins pacifiques de la science et de la technique afin que celles-ci puissent accélérer le développement économique et social de tous les pays, et particulièrement des pays en développement. Deuxièmement, des régimes de contrôle des exportations sur les matériels et les techniques à double usage doivent être mis en place avec la participation universelle de la communauté internationale. Parallèlement, la délégation chinoise est préoccupée par l'impact potentiellement négatif que les applications militaires de la science et de la technique peuvent exercer sur la paix et la sécurité internationales. Sur les trois principales catégories d'armes de destruction massive, les armes chimiques et les armes biologiques ont déjà été interdites. L'amélioration ou la modernisation de ces deux catégories d'armes au moyen d'une application militaire de la science et de la technique est illégale pour les pays qui ont signé la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction et la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction.

Avec la conclusion du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT) relatif à une autre catégorie d'armes de destruction massive — les armes nucléaires — l'amélioration de ces armes sera sévèrement limitée. La modernisation de cette catégorie d'armes est maintenant presque impossible. C'est une des raisons pour laquelle la conclusion du Traité d'interdiction complète des essais

nucléaires a été si importante. La Chine est non seulement préoccupée par l'application de la science et des techniques de pointe à la mise au point d'armes de destruction massive; elle est préoccupée également, en fait même davantage, par l'application de la science et de la technique à la mise au point d'armes spatiales et de systèmes d'armes comme ceux appelés missiles de défense spatiale. À cet égard, les applications militaires de la science et de la technique sont d'une importance égale pour les armes classiques et pour les armes de destruction massive. Pour cette raison, nous estimons que le libellé du deuxième alinéa du préambule de ce projet de résolution est clairement excessif.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/51/L.34.

Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote avant le vote.

Mme Ghose (Inde) (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'adopter un projet de résolution qui porte le même titre que le projet de résolution figurant dans le document A/C.1/51/L.34. Néanmoins, l'approche de ce dernier est presque diamétralement opposée à l'esprit qui inspire celui que nous venons d'adopter. Tout en nous réjouissant de la référence faite dans le projet de résolution A/C.1/51/L.34 à la nécessité d'améliorer le dialogue bilatéral et multilatéral sur le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement, nous maintenons nos réserves quant aux concepts présentés aux alinéas a) et b) du paragraphe 1. Nous estimons que le libellé de ces deux alinéas semble privilégier et encourager des régimes de contrôle spéciaux qui non seulement sont non transparents et discriminatoires mais également exclusifs. Bien que le contrôle des transferts de technologies à double usage soit nécessaire, notre avis sur la question est que ces contrôles doivent être négociés au plan multilatéral, non discriminatoires et universellement acceptables. C'est seulement dans ces conditions que ces contrôles seront efficaces et ne se ramèneront pas à des barrières commerciales, ce qu'ils sont aujourd'hui, empêchant de ce fait le développement économique et social des pays, en particulier des pays en développement. Pour ces raisons, nous n'avons pas été en mesure de soutenir le projet de résolution figurant au document A/C.1/51/L.34.

M. Dehghani (République islamique d'Iran) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation souscrit entièrement à la déclaration que vient de faire la représentante de l'Inde sur le projet de résolution A/C.1/51/L.34 intitulé «Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité

internationale et du désarmement». Notre délégation continue d'affirmer que le transfert de technologies de pointe doit être réglementé uniquement par des instruments et des traités juridiques non discriminatoires et négociés sur le plan multilatéral, non par des régimes spéciaux.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/51/L.34. Un vote enregistré a été demandé. Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Première Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.34, intitulé «Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement», a été présenté par le représentant du Canada à la 15e séance de la Commission, le 6 novembre 1996. Outre les auteurs énumérés dans le projet de résolution, ce projet est également parrainé par ceux qui apparaissent dans le document A/C.1/51/INF/3.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kazakstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan,

Suède, Suriname, Tchad, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :
Néant.

S'abstiennent :
Burkina Faso, États-Unis d'Amérique, Gabon, Inde, Iran (République islamique d'), Japon, Namibie, Ouganda, Pakistan, République populaire démocratique de Corée, Sri Lanka.

Par 137 voix contre zéro, avec 11 abstentions, le projet de résolution A/C.1/51/L.34 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne à présent la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote après le vote.

Sir Michael Weston (Royaume-Uni) (*interprétation de l'anglais*) : Le Royaume-Uni a voté pour le projet de résolution A/C.1/51/L.34, que la Première Commission vient d'adopter, sur le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et d'autres domaines connexes.

Nous nous sommes abstenus sur le projet de résolution correspondant l'année dernière pour les raisons que nous avons indiquées dans le cadre de nos explications de vote présentées en 1994. Nous restons attachés à une démarche en coopération pour ce qui est des questions soulevées par le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement. Nous rappelons notre déception que la communauté internationale n'ait pas été en mesure de convenir, en 1994, à la Commission du désarmement, de principes applicables à cette question, en dépit des efforts inlassables déployés par l'Ambassadeur Mason, du Canada. C'est dû au fait qu'un nombre de plus en plus réduit de délégations refusent de reconnaître les engagements juridiques déjà pris aux termes des traités multilatéraux et des accords internationaux pertinents.

Le projet de résolution que nous venons d'adopter reconnaît ces engagements et exhorte tous les États d'accepter les responsabilités et les engagements qu'ils ont pris en vertu de traités aussi vitaux que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, et la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des

armes chimiques et sur leur destruction, qui abordent tous la question du transfert de technologie de pointe s'apparentant aux armes de destruction massive.

C'est bien sûr en totale conformité avec ces obligations juridiques qu'un certain nombre de pays exercent un contrôle adéquat sur les exportations et se garantissent contre la prolifération. Le Royaume-Uni appuie pleinement le principe d'une responsabilité et d'une transparence accrues en ce qui concerne le transfert des armements et des produits sensibles à utilisation double. Nous constatons que l'Accord de Wassenaar constitue un précieux pas en avant dans ce domaine. De tels arrangements sont efficaces et transparents. Ils ne font pas obstacle au transfert de technologie de pointe à l'écrasante majorité de la communauté internationale. Seuls les pays qui ont quelque chose à cacher ont lieu de craindre les contrôles à l'exportation.

C'est dans ce contexte que nous étions prêts à donner notre adhésion au projet de résolution A/C.1/51/L.34, qui devrait contribuer à renforcer le dialogue et la coopération. Mais, tout en restant prêts à étudier les possibilités offertes par un nouveau dialogue, nous restons attachés au principe essentiel reconnu par tous les participants à l'Accord de Wassenaar, à savoir que les décisions relatives à l'exportation de matériel de défense doivent continuer de relever de la compétence des gouvernements nationaux. Toute suite donnée aux idées avancées par les coauteurs du projet de résolution A/C.1/51/L.34 devra refléter cette réalité.

M. Benítez (Cuba) (*interprétation de l'espagnol*) : Notre vote en faveur du projet de résolution contenu dans le document A/C.1/51/L.34 reflète plus que toute autre chose le sincère désir de ma délégation de contribuer le plus possible à la formation de la base de consensus nécessaire pour qu'à l'occasion de ses travaux futurs, la Première Commission puisse adopter sur cette question un seul projet de résolution qui reflète les intérêts de toutes les délégations.

Étant donné sa portée limitée, le projet de résolution A/C.1/51/L.34 est loin de refléter pleinement la position cubaine sur une question aussi importante que celle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement. Néanmoins, nous considérons que les idées qui y sont exprimées peuvent être utiles à nos travaux tendant à ce que nous pensons être un objectif prioritaire à la réalisation duquel nous devons tous oeuvrer : engager dès que possible un processus de négociation multilatérale auquel participent tous les États intéressés, afin d'élaborer des directions universellement acceptables et non discriminatoires en matière de transferts interna-

tionaux de produits et de techniques à usage double et de techniques de pointe à des fins militaires.

M. Mesdoua (Algérie) : À l'instar des années précédentes, cette année encore ma délégation a voté pour ce projet de résolution. Elle espère que les initiateurs des deux projets, à savoir A/C.1/51/L.20/Rev.1 et A/C.1/51/L.34, fusionneront cette initiative en un seul projet.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons bien avancé. Et comme il nous reste du temps, je voudrais proposer que nous nous prononcions sur certains projets de résolution du groupe 10. Pour le projet de résolution du groupe 9, on est en attente d'un rapport sur ses incidences budgétaires. C'est pourquoi, je propose que nous nous prononcions sur le groupe 10.

Si je n'entends pas d'objection, nous procéderons de la manière que je viens d'indiquer.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'ex-République yougoslave de Macédoine afin qu'il présente le projet de résolution A/C.1/51/L.42/Rev.1.

M. Čalovski (ex-République yougoslave de Macédoine) (*interprétation de l'anglais*) : Au nom des délégations de l'Albanie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Congo, du Danemark, de la France, de la Géorgie, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Norvège, de la République de Moldova, de la Fédération de Russie, de l'Espagne, de la Turquie, du Royaume-Uni, des États-Unis d'Amérique, du Zaïre et de ma propre délégation, je voudrais présenter brièvement le projet de résolution révisé intitulé «Maintien de la sécurité internationale — prévention de la désintégration des États par la violence», qui fait l'objet du document A/C.1/51/L.42/Rev.1.

Dans son nouveau paragraphe 4, le dispositif du projet de résolution A/C.1/51/L.42/Rev.1 affirme également la nécessité de respecter rigoureusement le principe de l'intégrité territoriale de tous les États. Tous les autres paragraphes du projet de résolution A/C.1/51/L.42/Rev.1 sont similaires à ceux du projet de résolution A/C.1/51/L.42. Les paragraphes 4 et 5 du projet de résolution A/C.1/51/L.42 deviennent respectivement les paragraphes 5 et 6 du texte révisé.

Le projet de résolution A/C.1/51/L.42/Rev.1 met l'accent sur l'une des idées maîtresses qui doit caractériser l'activité future des Nations Unies dans le domaine du maintien de la sécurité internationale. Les efforts déployés en vue de l'édification d'un monde pacifique, du développement de la coopération nationale et internationale, du progrès de l'humanité et du développement économique et social ne sauraient être fructueux si des mesures préventives ne sont pas prises sans relâche pour lutter contre les forces de guerre et toutes les forces qui tendent à la désintégration des États par la violence. Dans la période à venir, des activités préventives et des actions de diplomatie préventive, en particulier dans le domaine de la sécurité internationale et dans celui du désarmement, auront par nécessité une plus haute priorité que jusqu'à présent. Les événements récents, l'actualité et ce que l'on peut redouter pour l'avenir illustrent amplement la nécessité pour la communauté internationale de continuer d'adopter des mesures préventives contre toutes les forces de destruction. C'est là l'idée maîtresse du projet de résolution A/C.1/51/L.42/Rev.1.

Pour la communauté internationale, le préalable le plus important est que tous les États respectent et fassent respecter toutes les obligations qui découlent de la Charte des Nations Unies et du droit international dans leurs relations avec les autres États et dans le contexte de la coopération internationale. À ce jour, nous avons vu trop de conflits violents et de destructions humaines et matérielles. Essayons d'empêcher l'éclatement de nouveaux conflits de ce type. Nous pouvons le faire ensemble et cela constituera un élément très important pour le succès du processus de désarmement.

Au nom des coauteurs du projet de résolution A/C.1/51/L.42/Rev.1, j'exprime le souhait de voir ce projet de résolution adopté sans être mis aux voix.

M. De Icaza (Mexique) (*interprétation de l'espagnol*) : La délégation du Mexique a étudié avec toute l'attention voulue le projet de résolution présenté par l'ex-République yougoslave de Macédoine dans le document A/C.1/51/L.42/Rev.1. Nous sommes sensibles aux bonnes intentions qui inspirent ce projet de résolution et au problème important dont il traite. Néanmoins, ce projet de résolution s'inscrit dans un contexte général dans lequel on mentionne, entre autres choses, certaines organisations régionales qui n'ont pas, selon leurs textes constitutifs, compétence en ce qui concerne les questions sur lesquelles on leur demande de prendre des mesures.

En outre, il nous semble que d'un point de vue juridique, ce projet de résolution souffre d'un déséquilibre dans

la mesure où il insiste sur le principe de l'intégrité territoriale de tous les États sans tenir compte par ailleurs du principe de l'autodétermination des peuples. Si ce projet de résolution est mis aux voix, ma délégation s'abstiendra.

M. Sha Zukang (Chine) (*interprétation du chinois*) : La Chine a toujours considéré que tous les pays doivent respecter la Charte des Nations Unies, les cinq principes de la coexistence pacifique et les autres normes fondamentales qui régissent les relations internationales. Les différends et divergences de vues doivent être réglés par des moyens pacifiques. Le recours à la menace ou à l'emploi de la force doit être combattu, tout comme l'ingérence dans les affaires intérieures des autres États et les atteintes à leur souveraineté, leur indépendance, leur unité ou leur intégrité territoriale. Nous comprenons très bien les idées qui inspirent le projet de résolution A/C.1/51/L.42/Rev.1, mais nous ne pouvons que souligner notre opposition à la désintégration des États, par des moyens violents ou non violents. Ce projet de résolution A/C.1/51/L.42/Rev.1 ne mentionne que la désintégration violente des États. Ce libellé ne couvre pas l'ensemble de la question et n'est pas efficace. En outre, bien que nous soyons en faveur du développement de relations amicales entre les nations et de la promotion et de l'encouragement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, cette question relève évidemment de la compétence d'autres commissions. La Première Commission n'a pas reçu le mandat ou la compétence nécessaire pour débattre des questions relatives aux droits de l'homme. Il ne serait pas indiqué pour nous d'introduire cette question, qui ne relève pas de cette commission, dans notre ordre du jour. Nous demandons donc un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.1/51/L.42/Rev.1. La délégation chinoise s'abstiendra lors du vote.

M. Akram (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : La délégation du Pakistan souhaite féliciter la délégation de l'ex-République yougoslave de Macédoine pour les efforts que celle-ci a déployés en vue d'essayer de réaliser un consensus sur le projet de résolution A/C.1/51/L.42/Rev.1. En tant que pays ayant été soumis à une désintégration violente, le Pakistan ne peut que soutenir l'esprit et les objectifs de ce projet de résolution. Néanmoins, le texte comporte un certain nombre de lacunes qui nous ont empêchés d'étendre ce soutien au projet de résolution lui-même.

Premièrement, l'affirmation du principe de l'intégrité territoriale des États a toujours été tempérée par une référence au principe de l'autodétermination des peuples. Ma délégation se serait réjouie si les auteurs avaient pu insérer dans ce projet de résolution une réaffirmation de ce principe

et une référence à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, dans laquelle l'équilibre entre le principe de l'intégrité territoriale et celui de l'autodétermination a été soigneusement négocié et convenu.

Deuxièmement, nous sommes quelque peu préoccupés de noter que la référence aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, mentionnée à la fin du quatrième paragraphe du préambule, pourrait se prêter dans certains milieux à une interprétation erronée visant à promouvoir des objectifs en fait contraires aux objectifs déclarés de ce projet de résolution et encourager une intervention dans les affaires intérieures d'États souverains. Nous aurions été plus heureux si cette référence avait été exclue du projet de résolution ou si elle avait été formulée d'une manière plus concrète de manière à garantir que cette disposition ne puisse à l'avenir être interprétée à mauvais escient ou être utilisée à tort à des fins d'ingérence dans les affaires intérieures des États.

Pour ces raisons, et en dépit de la forte sympathie que nous éprouvons pour les objectifs de ce projet de résolution, la délégation du Pakistan sera contrainte de s'abstenir sur le projet de résolution A/C.1/51/L.42/Rev.1 et si celui-ci est mis aux voix.

M. Broadhead (Nouvelle-Zélande) (*interprétation de l'anglais*) : Je regrette de ne pas être intervenu plus tôt sur cette question. Ma délégation ne dispose pas encore d'instructions définitives sur deux des points du groupe 10. Les projets de résolution sur lesquels nous n'avons pas d'instructions sont le projet A/C.1/51/L.22, intitulé «Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale», et le projet A/C.1/51/L.42/Rev.1, intitulé «Maintien de la sécurité internationale — prévention de la désintégration des États par la violence».

Je demande donc que la Première Commission reporte à demain la prise de décisions concernant ces deux projets de résolution.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La délégation de la Nouvelle-Zélande a demandé que soit reportée à demain la prise de décisions sur les projets de résolution A/C.1/51/L.22 et A/C.1/51/L.42/Rev.1. Si je n'entends pas d'objection, je reporterai à demain la prise de décisions sur ces deux projets de résolution.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : La Commission va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/C.1/51/L.33. Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

M. Lin Kuo-Chung (Secrétaire de la Commission) (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/51/L.33, intitulé «Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée», a été présenté par le représentant de l'Algérie à la 14e séance de la Commission, le 4 novembre 1996. Outre les auteurs énumérés dans le projet de résolution, le projet est également parrainé par ceux qui apparaissent dans le document A/C.1/51/INF/3.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les auteurs du projet de résolution A/C.1/51/L.33 ont exprimé le souhait que le projet de résolution soit adopté sans vote par la Commission. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

Le projet de résolution A/C.1/51/L.33 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur position.

M. Yativ (Israël) (*interprétation de l'anglais*) : Israël s'est joint au consensus sur la résolution A/C.1/51/L.33. Néanmoins, ma délégation souhaite affirmer sa position selon laquelle toutes les questions de sécurité régionale relatives au Moyen-Orient sont soumises aux négociations de paix dans notre région. Le paragraphe 7 du projet de résolution ne tient pas compte de cet élément.

M. Moradi (République islamique d'Iran) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation appuie l'idée maîtresse du projet de résolution A/C.1/51/L.33 relatif au renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée. Néanmoins, nous voudrions faire noter nos réserves concernant le septième alinéa du préambule, relatif au processus de paix au Moyen-Orient. La République islamique d'Iran a une position de principe sur le processus de paix au Moyen-Orient et ne pense pas que le processus en cours aboutira à l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien ou à la réalisation d'une paix globale, juste et durable dans la région.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de Sri Lanka pour une motion d'ordre.

M. Goonetilleke (Sri Lanka) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai une question à poser au Secrétariat en ce qui concerne le sort du projet de résolution contenu dans le document A/C.1/51/L.3. Quand la Première Commission sera-t-elle en mesure de prendre une décision sur ce projet de résolution?

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au Directeur du Centre pour les affaires de désarmement du Secrétariat.

M. Davinić (Directeur du Centre pour les affaires de désarmement) (*interprétation de l'anglais*) : Je dois dire que la délégation de Sri Lanka n'est pas la seule à demander où en est la situation à propos de divers projets de résolution, sur lesquels on est prêt à se prononcer mais qui ne peuvent faire l'objet d'une décision de la part de la Première Commission car on est en attente d'un rapport sur leurs incidences financières. Les membres savent que la décision finale à ce sujet n'appartient pas au Centre pour les affaires de désarmement. Il nous faut l'autorisation de la Division du budget pour communiquer les états de ces incidences et nous attendons toujours cette autorisation. Nous avons prévenu nos collègues que la Première Commission était gênée dans ses travaux du fait de l'approbation tardive de ces états et nous avons reçu l'assurance qu'ils faisaient de leur mieux dans des conditions extrêmement difficiles. Nous espérons que la plupart des questions pendantes seront soumises au secrétariat de la Première Commission demain afin que cette dernière puisse en être saisie.

M. Goonetilleke (Sri Lanka) (*interprétation de l'anglais*) : J'avais une raison bien précise de poser cette question. Tout d'abord, nous ne devons pas oublier que le projet de résolution a été présenté le 29 octobre et que nous sommes aujourd'hui le 14 novembre. Nous comprenons les problèmes rencontrés par le Secrétariat et plus particulièrement par la Division du budget, mais mon problème à moi est quelque peu différent. Au paragraphe 2 est demandée la fourniture de comptes rendus analytiques et d'autres services pour la Conférence d'examen des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et son Comité préparatoire. Pendant que nous attendons que la Division du budget décide si oui ou non il y a des incidences budgétaires pour l'Organisation, je crois comprendre que le Comité des conférences se réunit de manière officieuse et qu'il n'est pas du tout certain que des comptes rendus analytiques seront demandés pour le Comité préparatoire, dont la réunion doit avoir lieu l'année prochaine.

Aussi, à moins que nous adoptions ce projet de résolution dès que possible, je pense que le Comité des conféren-

ces aura ses propres difficultés. Le moins que nous puissions faire, si cela est possible, c'est informer le Comité des conférences qu'au paragraphe 2 des comptes rendus analytiques et d'autres services de conférence sont demandés. Il pourrait ainsi prendre cette requête en considération.

M. Berdennikov (Fédération de Russie) (*interprétation du russe*) : Je voudrais moi aussi évoquer la question du sort du projet de résolution A/C.1/51/L.3. À l'instar de plus de 180 pays, la Fédération de Russie a parrainé ce projet de résolution, et nous ne comprenons pas très bien pourquoi il faut attendre si longtemps pour l'adopter. Nous remercions M. Davinić de ses précisions. Nous savons parfaitement qu'il ne peut pas être tenu pour responsable des actions ou de l'inaction de la Division du budget. Mais je pense qu'il serait approprié qu'à notre prochaine séance, on nous renseigne sur la complexité des problèmes rencontrés par la Division du budget en ce qui concerne ce projet de résolution.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au Directeur du Centre pour les affaires de désarmement.

M. Davinić (Directeur du Centre pour les affaires de désarmement) (*interprétation de l'anglais*) : Je tiens à

assurer toutes les délégations que nous ferons le maximum pour obtenir l'approbation de la Division du budget afin qu'une décision puisse être prise demain. Si nous n'y parvenons pas, je demanderai à un représentant de la Division du budget qu'il vienne expliquer à la Première Commission quel problème retarde cette approbation. J'espère que cela est acceptable pour la Première Commission.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Il ne reste que deux séances de la Première Commission. Néanmoins, nous devons encore nous prononcer sur les projets de résolution suivants : dans le groupe 1, A/C.1/51/L.3, L.27 et L.28/Rev.1; dans le groupe 2, A/C.1/51/L.48 et L.49; dans le groupe 5, A/C.1/51/L.15; dans le groupe 7, A/C.1/51/L.1/Rev.1 et L.11/Rev.1; dans le groupe 8, A/C.1/51/L.7; dans le groupe 9, A/C.1/51/L.38; et dans le groupe 10, A/C.1/51/L.22 et L.42/Rev.1. Je voudrais donc demander aux coauteurs de ces projets de résolution d'être prêts afin que la Commission puisse se prononcer demain sur ces projets.

Avant de lever la séance, je voudrais rappeler à la Commission que conformément à son programme de travail et son emploi du temps, elle entamera le lundi 25 novembre 1996 la dernière phase de son travail — le débat général et l'examen et la prise de décisions sur les projets de résolution présentés au titre du point 62 de l'ordre du jour, intitulé «Question de l'Antarctique». À cet effet, j'invite les représentants des délégations souhaitant participer au débat général sur le point 62 de l'ordre du jour de bien vouloir faire inscrire leur nom sur la liste des orateurs le plus tôt possible.

Je voudrais également rappeler aux délégations souhaitant soumettre des projets de résolution au titre du point 62 de l'ordre du jour de bien vouloir respecter la date limite fixée pour la soumission de ces projets de résolution, telle qu'indiquée dans le programme de travail et l'emploi du temps de la Commission, à savoir le lundi 18 novembre 1996 à 18 heures.

La séance est levée à 17 h 35.